Vichy ATTAC

Journal du comité du bassin de Vichy

Association pour une taxation des transactions financières et l'aide aux citoyens

Il s'agit tout simplement de se réapproprier ensemble l'avenir de notre monde... Bienvenue !

décembre 2014

Numéro 36

SOMMAIRE

Page 1 : Climat, sur quel levier agir désormais ? Sommaire.
Pages 2 : Climat sur quel levier agir désormais ? (suite et fin)
Page 3 : En finir avec les idées fausses propagées par l'extrême droite avec 5 €.
Page 4 : On a grèvé à Vichy. Dette : 59 % de la dette "publique" vient des cadeaux fiscaux et des taux d'intérêt excessifs

CLIMAT

SUR QUEL LEVIER AGIR DÉSORMAIS ?

L'impuissance du sommet de Lima à faire progresser la lutte climatique incite la société civile à définir une stratégie indépendante de ces grands sommets onusiens, analyse Maxime Combes.

À un an du sommet de Paris, où pourrait être signé un accord planétaire sur la lutte climatique, les mouvements sociaux et les ONG, en nombre à Lima, veulent se donner les moyens de peser collectivement sur cette échéance, mais aussi sur toutes les politiques contribuant au dérèglement.
Le message d'alarme des organisations de la société civile est encore plus net qu'après l'échec du sommet de Copenhague en 2009…

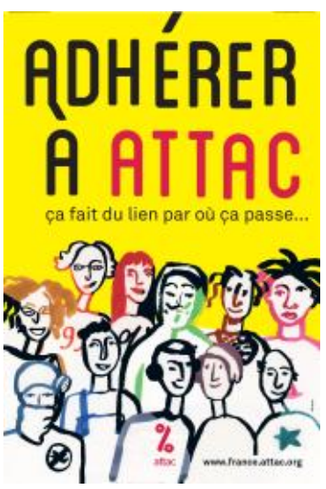
Maxime Combes : Au sortir de Lima, on ne sait absolument pas où va la lutte climatique. L'ambition s'est dégradée tout au long de la conférence. L'objectif officiel était de préfigurer l'accord de Paris, mais, à la fin, il ne s'agissait que de sauver la face sans humilier le pays hôte par un échec total. Voilà le résultat de quinze jours d'intenses tractations… Lima clôt la courte période d'espérance suscitée par le récent accord signé entre la Chine et les États-Unis pour limiter leurs émissions de gaz à effet de serre, que les diplomates du climat avaient perçu comme un tournant dans les négociations internationales. Cependant, pour qu'il y ait déception profonde, il faudrait qu'il y ait eu de grandes attentes envers ce type de sommet : nous n'en avions pas.

Quelle attitude vos organisations doivent-elles adopter ?

Les réseaux militants préparent au moins deux rendez-vous internationaux importants :
• Les 30 et 31 mai, appel à une mobilisation climatique partout dans le monde, alors que tous les pays devront avoir communiqué le contenu de leur engagement dans la lutte climatique.
• Les 26 et 27 septembre, grand événement Alternatiba en Île-de-France, qu'il est prévu de coupler avec d'autres initiatives dans le monde.
La mobilisation Alternatiba, démarrée en octobre 2013, vise à susciter un vaste mouvement citoyen pour peser sur les décideurs du sommet de Paris à la fin 2015. À partir du 5 juin, une caravane cycliste parcourra 5000 kilomètres sur 180 étapes en France, avec des incursions dans les pays voisins, pour s'achever à Paris le 26 septembre. Plus de 50 villes et territoires ont déjà engagé la réalisation d'événements Alternatiba (www.alternatiba.eu).
La lassitude est forte au sein de la société civile, c'est indéniable. Lors

BONNE ANNÉE 2015 !

Pensez à (ré)adhérer à ATTAC ! ça fait du lien par où ça passe ! N'attendez plus !
Comme 50 000 personnes dans plus de 40 pays… rejoignez un réseau altermondialiste, national, européen et international.
Retrouvez le bulletin d'adhésion sur le site d'attac !



POUR S'INFORMER, ADHÉRER
http://france.attac.org

du sommet sur le climat organisé par le secrétaire général de l'ONU, le 23 septembre dernier, 400 000 personnes ont défilé à New York et 600 000 ailleurs dans le monde. À Lima, 20 000 militants sont descendus dans la rue, deux fois plus qu'attendu. Par ailleurs, le niveau d'expertise de nos organisations est devenu très élevé.

Dès lors, sur quel levier agir désormais ?

C'est devenu la question dominante pour nos organisations. Tout d'abord, dans la perspective de l'échéance de la fin 2015, nous continuerons à nous battre à l'intérieur du processus onusien. Celui-ci est devenu un forum géopolitique où les ambitions climatiques sont soumises aux nouveaux rapports de force entre les pays du Nord et ceux du Sud. Nous dénoncerons un double décalage entre les impératifs de la stabilisation du climat et, d'une part, l'objet réel des discussions, et, d'autre part, les politiques nationales contribuant au dérèglement : accord de libre-échange transatlantique, grands projets inutiles tels que l'aéroport de Notre-Dame-des-Landes, permis de recherche sur le gaz de schiste, etc. La feuille de route des mouvements sociaux et des organisations de la société civile a largement évolué. Plus personne n'imagine concentrer tous les efforts sur la teneur des textes négociés dans les conférences climat : nous avons vu, à Copenhague, où a mené notre stratégie consistant à pousser les gouvernements à obtenir un accord « historique ». Soyons pragmatiques : nous ne l'obtiendrons pas à Paris. La lutte climatique ne se limite pas à la réussite éventuelle de ces conférences onusiennes. Pour le mouvement Attac, la lutte se mènera sur deux axes : une pression exercée par une société civile porteuse de solutions pour la justice climatique, comme la mouvance Alternatiba et une contestation sous forme d'occupation de sites, comme Blockadia, qui s'oppose à l'extraction des hydrocarbures de sables bitumineux au Canada. Les organisations n'en sont pas toutes à ce point. Cependant, toutes sont traversées par des interrogations de nature stratégique, comme nous l'avons constaté à Lima lors de nombreux échanges.

Voyez-vous de nouvelles alliances au sein de la société civile ?

C'est une question à examiner rapidement. En France, tous les mouvements impliqués dans la lutte climatique sont rassemblés, depuis un an, au sein d'une Coalition Climat 21 (COP 21). Nous pourrions assister à des rapprochements avec les regroupements de collectivités locales et territoriales, de plus en plus impliquées, et que la conférence de Lima n'a même pas daigné évoquer. Les scientifiques prennent aussi une part grandissante au débat public, constatant l'absence d'effet entre leurs rapports, de plus en plus pressants, et l'engagement des politiques. Et pourquoi ne pas approcher certaines forces économiques, nombreuses à trouver un intérêt à se dissocier des groupes de pression pro-énergies fossiles, extrêmement actifs à Lima ?

Maxime Combes est économiste, membre d'Attac France, où il suit notamment les sommets altermondialistes et climatiques.
Cet entretien a été réalisé par Patrick Piro pour l'hebdomadaire Politis.

EN FINIR AVEC LES IDÉES FAUSSES PROPAGÉES PAR L'EXTRÊME DROITE... AVEC 5 € !

Les 73 affirmations relatées et contrecarrées dans ce livre ressortent de conversations quotidiennes, trouvent de l'écho chez les salariés, les jeunes et les milieux populaires. Dans une France et une Europe traversées par une crise sociale et économique aigüe, l'extrême droite et son parti en France, le Front national, sont de plus en plus compris comme un parti de protestation contre l'iniquité sociale qui serait capable de réaliser une partie des promesses non tenues par les gouvernements successifs. De plus en plus de citoyens s'interrogent sur ces propositions, certains reprennent, souvent sans le savoir, des idées fausses. D'autres se demandent comment défendre au mieux les valeurs de la République.

Aujourd'hui, pour faire reculer l'extrême droite, il ne suffit plus de dénoncer ses dérives antirépublicaines, de combattre un clan et un parti politique, tout comme de s'en tenir à la posture de l'antifascisme. Il faut s'atteler à combattre les idées fausses qui contaminent insidieusement nos discours, en les contrecarrant une à une.

Ce petit livre, édité dans un format poche (164 p. - 5 €), accessible au grand public, répond à 73 idées reçues diffusées par l'extrême droite. Sur le modèle du livre d'ATD Quart Monde, En finir avec idées fausses sur les pauvres et la pauvreté (Editions de l'Atelier, paru en 2013) sur le thème de la pauvreté et diffusé à ce jour à plus de 30 000 exemplaires, En finir avec les idées fausses propagées par l'extrême droite s'appuie sur des données solides. Il est un antidote indispensable au discours de l'extrême droite et invite à refuser la tentation autoritaire, le « chacun chez soi » et le « chacun pour soi », pour construire une société d'égalité, de liberté et de fraternité pour tous. Il démasque cette propagande selon laquelle l'égalité des êtres humains ne serait pas une chance mais une menace.

L'auteur Pierre-Yves Bulteau a bénéficié du concours précieux de syndicats (CGT, FSU, Union syndicale Solidaires) et d'associations (FIDL, JOC, MRAP, UNEF, UNL) dont les militants sont quotidiennement confrontés aux questions d'un monde de la jeunesse et du travail sensible à la propagande de l'extrême droite. Ce livre est le symbole de la mobilisation de syndicats et d'associations, pour faire barrage à ces idées qui sous le masque de l'évidence véhiculent des mensonges et remettent en cause le fondement de notre démocratie : le

droit de chacun à vivre dans la liberté, l'égalité et la fraternité. Les idées de l'extrême droite ne circulent plus seulement dans les meetings électoraux et les isoloirs, elles se propagent dans les campus, les lycées, les quartiers, les territoires, sur les lieux de travail, jusqu'à occuper les conversations quotidiennes et se banaliser.

On peut commander ce livre édité par Les Editions de l'Atelier en partenariat dans sa librairie préférée ou le commander en ligne sur le site de la ligue des droits de l'homme : http://boutique.ldh-france.org.

EXEMPLE : IDÉE FAUSSE NUMÉRO 8

« L'ESSENTIEL DES IMPÔTS ET DES COTISATIONS SOCIALES NE SERT QU'À FINANCER LE CHÔMAGE DES OISIFS ET DES PROFITEURS, SOUVENT DES ÉTRANGERS QUI NE FONT AUCUN EFFORT POUR AVOIR DU TRAVAIL. »

Les travailleurs non qualifiés comptent parmi les plus touchés par le chômage et la précarité. Cela concerne une grande majorité des travailleurs étrangers, dont plus du tiers est employé sous contrats temporaires. On retrouve ce taux à l'échelle européenne où la fréquence de la précarité de ces derniers est environ cinq fois supérieure à celle de l'ensemble de la population occupant un emploi. Mais, à qualification égale, les étrangers ne sont pas plus au chômage que les Français. Quant au vocabulaire choisi par l'extrême droite pour les qualifier, il est non seulement injurieux mais totalement faux. Alors oisifs, les étrangers ? Comme tous les travailleurs, ils ne ménagent par leur peine, on le constate sur les chantiers, dans les arrière-salles de l'hôtellerie, dans le nettoiement ou l'agro-alimentaire... Comme les étrangers ne sont pas différents des Français, ils souhaitent pouvoir vivre dignement de leur travail. Chose impossible pour les demandeurs d'asile, qui, rappelons-le, n'ont pas le droit de travailler, et compliquée pour les autres étant donné la complexité de la loi en matière de régularisation au titre du travail [lire l'encadré du point précédent]. Quant aux prestations sociales, ATD Quart-Monde a récemment

démontré qu'une large partie des personnes éligibles à ces différents types d'aides – qu'elles soient Françaises ou étrangères – n'en faisaient tout simplement pas la demande. Souvent du fait de leur difficulté à entreprendre ces démarches ou du simple manque d'information sur la manière de les obtenir. Ce phénomène a un nom : il s'agit du non-recours. Chaque année, il fait « économiser » 11 milliards d'euros à l'État, dont 5,3 milliards pour le RSA et 4,7 milliards pour les prestations familiales et de logement.

"ON A GRÈVÉ"... À VICHY

En 2012 une quinzaine de femmes de chambre se sont opposées à leur employeur le groupe hôtelier Louvre Hôtel. D'un piquet de grève à l'autre, au pied de l'hôtel Campanile, non loin des communes de Saint Cloud et de Neuilly*, tandis que les patrons jouent le pourrissement et la division, Oulimata, Mariam, Fatoumata et les autres dansent, distribuent des tracts, crient des slogans... Elles évoquent, l'une après l'autre, leurs conditions de travail difficiles, les injustices quotidiennes auxquelles elles sont confrontées, pour que d'autres s'enrichissent spectaculairement.

C'est ce que nous fait voir le documentaire "On a grèvé" de Denis Gheerbrant.

L'auteur avec Claude Lévy de la CGT, un animateur du conflit, étaient présents ce lundi 24 novembre au cinéma de Vichy pour nous le présenter.

A travers ces femmes qui luttent, c'est toute une catégorie sociale que le film met en lumière : gros plans sur les « invisibles » du système libéral, immigrées, exploitées, «travailleuses jetables ».

Ce film montre aussi comment ces femmes se sont très bien organisées. Toutes ont adhéré aux syndicats (CGT, CNT) qui ont pensé avec elles les modalités de la lutte. Le collectif syndical a notamment servi en prévoyant le paiement des journées de grève (mise en place d'une caisse de grève avant le lancement du conflit). Dans le débat qui a suivi le film, Claude Lévy nous dira que c'est un élément qui a rendu possible la victoire de ces "invisibles" contre un groupe de pension américain détenteur de la chaîne d'hôtels : Après un mois de grève, la distribution des chèques équivalent à un mois de salaire sur le trottoir à l'entrée du Campanile a montré à la direction de l'hôtel et à leurs donneurs d'ordre que c'était du sérieux... Une belle leçon d'espoir !

Frédéric Panne

* Les villes ghettos pour très riches qui ont vu évoluer Marine Le Pen et Nicolas Sarkozy... tout un symbole !

On peut suivre l'actualité du film sur le site du distributeur : http://www.zeugmafilms.fr/crbst_93.html

59% DE LA DETTE "PUBLIQUE" PROVIENT DES CADEAUX FISCAUX ET DES TAUX D'INTÉRÊT EXCESSIFS

Tout se passe comme si la réduction des déficits et des dettes publiques était aujourd'hui l'objectif prioritaire de la politique économique menée en France comme dans la plupart des pays européens. La baisse des salaires des fonctionnaires, ou le pacte dit « de responsabilité » qui prévoit 50 milliards supplémentaires de réduction des dépenses publiques, sont justifiés au nom de cet impératif.

Le discours dominant sur la montée de la dette publique fait comme si son origine était évidente : une croissance excessive des dépenses publiques.

Mais ce discours ne résiste pas à l'examen des faits. L'augmentation de la dette de l'État – qui représente l'essentiel, soit 79%, de la dette publique – ne peut s'expliquer par l'augmentation des dépenses puisque leur part dans le PIB a chuté de 2 points en trente ans.

Si la dette a augmenté c'est d'abord parce que tout au long de ces années l'État s'est systématiquement privé de recettes en exonérant les ménages aisés et les grandes entreprises : du fait de la multiplication des cadeaux fiscaux et des niches, la part des recettes de l'État dans le PIB a chuté de 5 points en 30 ans.

http://www.audit-citoyen.org